L. 13.128/2.
L. 13.129/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 20 juin 1978, d'une demande d'avis sur un projet :

1° d'arrêté royal "relatif au statut des officiers auxiliaires et candidats officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs",

2° d'arrêté ministériel "relatif au statut des officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs",

a donné le 14 juillet 1978 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e juni 1978 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van

1° koninklijk besluit "betreffende het statuut van de hulpofficieren en kandidaat-hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren",

2° ministerieel besluit "betreffende het statuut van de hulpofficieren en kandidaat-hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren",

heeft de 14e juli 1978 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal relatif au statut des officiers auxiliaires et candidats officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs (L. 13.128/2) exécute la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

Par le projet d'arrêté ministériel relatif au statut des officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs (L. 13.129/2), le Ministre fixe un certain nombre de règles en exécution du projet d'arrêté royal précité.

Il s'indique de procéder à un examen commun des deux projets.

*

INTITULES ET PREAMBULES.

Projet d'arrêté royal.

Le visa, au deuxième alinéa du préambule, de l'arrêté royal du 27 février 1962 relatif au personnel navigant des forces armées est superflu et peut, dès lors, être omis.

Projet d'arrêté ministériel.

L'intitulé devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Arrêté ministériel relatif au statut des officiers auxiliaires et candidats officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs".

* *

Observation générale de terminologie.

Si le terme "agréation" a souvent été employé, notamment dans la réglementation militaire, is serait plus correct d'employer le mot "agrément".

* *

EXAMEN DU TEXTE.

Article 1er du projet d'arrêté royal.

Cet article gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

§ 1er. Nul ne peut être agréé comme candidat officier auxiliaire par le Ministre de la Défense nationale, s'il ne remplit, outre les conditions fixées par la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, celles que sont déterminées ci-après :

.../...

1° être agé de 17 ans au moins et de 25 ans au plus;

2° avoir réussi les épreuves physiques et psychotechniques fixées par le Ministre de la Défense nationale;

3° remplir les conditions fixées par le chapitre 1er, section 2, de l'arrêté royal du 8 novembre 1977 relatif aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix.

§ 2. La période de service actif visée à l'article 3, 3°, de la loi du 23 décembre 1955 a une durée de 9 ou 12 ans, et prend cours à dater de l'agrément.

§ 3. L'agrément met fin de plein droit et à sa date à un engagement ou à un rengagement antérieur".

*

Article 2 du projet d'arrêté royal.

L'article 3 de la loi du 23 décembre 1955 dispose que :

"Nul ne peut être agréé comme candidat officier auxiliaire de la force aérienne.

...

.../...

2° s'il n'a terminé avec succès les études moyennes du degré supérieur ou s'il n'a réussi des épreuves de valeur équivalente fixées par le Roi".

En prévoyant à l'article 2 du projet qu'est considéré comme ayant réussi des épreuves équivalant aux études moyennes du degré supérieur.

"1° le titulaire des diplômes, brevets ou certificats reconnus équivalents à ces études par le Ministre de l'Education nationale".

Le projet confère à ce Ministre une compétence que la loi réserve au Roi.

Il s'indiquerait, dès lors, soit de s'inspirer de l'article 2 de l'arrêté royal du 2 janvier 1956 qui fixait ces équivalences, soit de se référer à des dispositions d'arrêtés royaux qui auraient fixé des équivalences analogues en d'autres matières.

*

Article 3 du projet d'arrêté royal.

Cet article gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 3.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe par session de recrutement le nombre de candidats à agréer ainsi que les délais d'introduction des demandes d'agrément.

.../...

Le Ministre de la Défense nationale détermine les règles selon lesquelles les candidats sont classés en ordre utile dans le cas où leur nombre dépasse le nombre de places d'une session de recrutement".

Article 1er du projet d'arrêté ministériel.

Par l'article 1er du projet d'arrêté ministériel le Ministre fixe la règle dont l'élaboration lui est confiée par l'article 3 du projet d'arrêté royal.

L'article 1er de l'arrêté ministériel serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Les candidats officiers auxiliaires sont classés entre eux en fonction du nombre fixé conformément à l'article 3 de l'arrêté royal du ... relatif au statut des officiers auxiliaires et candidats officiers auxiliaires de la Force aérienne, pilotes et navigateurs, selon les résultats qu'ils ont obtenus aux épreuves physiques et psychotechniques prévues à l'article 1er, § 1, 2°, du même arrêté royal".

*

Article 4 du projet d'arrêté royal.

L'article 6 de la loi du 23 décembre 1955 dispose :

"Nul ne peut être nommé sous-lieutenant auxiliaire de la force aérienne :

.../...

...

3° s'il n'a satisfait à une épreuve professionnelle, aux conditions que le Roi détermine".

En exécution de cette disposition, l'article 4 du projet fixe en ses paragraphes 1er à 3 un cycle de formation des candidats officiers auxiliaires.

Le paragraphe 4 du même article dispose :

"Le Ministre de la Défense nationale détermine les conditions de réussite.

Pour répondre à la prescription de l'article 6 précité de la loi du 23 décembre 1955 ces conditions devraient être déterminées, au moins dans leurs grandes lignes, par le Roi;

Celui-ci pourrait déterminer le pourcentage minimum à obtenir par le candidat à chaque stade de la formation. Devrait également figurer dans l'arrêté royal, le § 1er de l'article 2 du projet d'arrêté ministériel qui constitue une règle générale.

L'article 2 et l'article 3, § 1er, 1ère phrase du projet d'arrêté ministériel devraient être modifiés en conséquence des modifications à apporter à l'article 4 du projet d'arrêté royal.

*

.../...

Article 5 du projet d'arrêté royal.

Le paragraphe 3, alinéa 1er, de cet article dispose :

"Le candidat officier auxiliaire qui, pendant sa formation et pour des motifs à apprécier par le chef d'état-major de la force aérienne, est rattaché à une promotion suivante de candidats officiers auxiliaires suit pour l'avancement le sort de cette promotion".

Cette disposition ne désigne pas clairement l'autorité compétente pour prendre la décision de rattacher le candidat officier auxiliaire à une promotion suivante.

Par ailleurs, faute de préciser que le ministre détermine les conditions dans lesquelles le chef d'état-major apprécie les motifs du rattachement du candidat à une promotion suivante, le texte ne peut servir de fondement à la seconde phrase du paragraphe 1er de l'article 3 du projet d'arrêté ministériel, alors que, selon le délégué du Gouvernement, l'intention de celui-ci est bien de limiter le pouvoir d'appréciation du chef d'état-major.

L'article 5,§ 3,alinéa 1er,du projet d'arrêté royal ainsi que l'article 3,§ 1er, seconde phrase, du projet d'arrêté ministériel devraient être revus pour répondre à cette observation.

Au second alinéa du paragraphe 3, le mot "recruté" doit être remplacé par le mot "agréé".

.../...

Le quatrième paragraphe serait mieux rédigé comme suit :

"§ 4. Le candidat officier auxiliaire conserve par voie de commission le grade dont il était titulaire dans le cadre de carrière, de complément, temporaire ou de réserve au moment de son agrément jusqu'au moment ... (comme au projet)".

*

Article 6 du projet d'arrêté royal.

L'article 5, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 23 décembre 1955 dispose que le Ministre de la Défense nationale peut résilier l'engagement du candidat officier auxiliaire, soit pour motif disciplinaire, soit pour inaptitude morale ou professionnelle.

Cette disposition laisse au Ministre un pouvoir d'apprécier s'il y a lieu ou non à résiliation de l'engagement. Par contre, l'article 5, § 2, de la même loi prévoit que l'engagement du candidat officier auciliaire est résilié d'office en cas d'échec à l'épreuve professionnelle prévue à l'article 6, 3° de ladite loi.

Ce n'est donc que dans ce dernier cas que le Ministre n'a pas de pouvoir d'appréciation pour décider s'il y a lieu ou non de résilier l'engagement.

.../...

A l'inverse, l'article 6, 1°, du projet rend la résiliation obligatoire lorsque le candidat se trouve dans une des situations prévues par l'article 16 de l'arrêté royal du 8 novembre 1977. Cette disposition vise la perte de la nationalité belge, diverses condamnations, et l'hypothèse dans laquelle l'engagement du candidat a été accepté sur base d'une fausse déclaration de celui-ci.

On peut admettre que le Ministre puisse résilier d'office l'engagement en cas de perte de la nationalité belge mais non dans les autres cas,qui ne constituent pas une application de la notion d'inaptitude morale comme l'indiquent les termes "sans préjudice de l'application de l'article 5 ..."; même si c'était le cas, le projet limiterait le pouvoir d'appréciation conféré au Ministre par le législateur.

L'article 6, 1°, a pour objet de créer à côté du système de résiliation de l'engagement organisé par la loi un autre système de résiliation qui ne se concilie pas avec le premier.

Cette disposition devrait être revue.

*

Tel qu'il est rédigé, le 2° de l'article 6 oblige le Ministre à résilier l'engagement d'un candidat considéré comme inapte à poursuivre une formation d'officier et de pilote ou navigateur militaire en précisant que les dispositions de l'article 8, paragraphe 2, de l'arrêté royal du 27 février 1962 relatif au personnel navigant des forces armées soit d'application.

Ce 2° semble obliger le ministre à résilier l'engagement d'un membre du personnel navigant, élève rayé du personnel navigant pour cause d'indiscipline, d'inaptitude professionnelle ou pour insuffisance notoire d'adaptation ou de rendement au service aérien, suivant la procédure prévue à cet article 8 de l'arrêté royal du 27 février 1962.

Le texte devrait être rédigé de manière à traduire avec précision les intentions du Gouvernement.

*

S'il échet, il y aura lieu de modifier également l'article 3,§ 2,du projet d'arrêté ministériel qui se fonde notamment sur l'article 6, 2° du projet d'arrêté royal.

*

Article 7 du projet d'arrêté royal.

Cet article serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Article 7. § 1er. La perte de la qualité de candidat officier auxiliaire entraîne la perte des grades conférés en application de l'article 5.

.../...

§ 2. (... comme au projet). En cette qualité, il contracte un rengagement initial d'une durée minimale d'un an s'il a accompli au moins deux années de service après son agrément, ou un engagement d'une durée minimale de deux ans s'il a accompli moins de deux années de service après son agrément".

*

Article 8 du projet d'arrêté royal.

Pour répondre aux intentions du Gouvernement, la rédaction suivante est proposée pour le § 1er.

"§ 1er - Le candidat officier auxiliaire qui a terminé avec succès le cycle de formation prévu à l'article 4 est nommé au grade de sous-lieutenant auxiliaire lorsqu'il réunit les conditions suivantes :

1° avoir été jugé apte par le Ministre de la Défense nationale, après avis motivé du chef hiérarchique, à exercer les fonctions d'officier auxiliaire;

2° avoir accompli au moins 24 mois de service effectif dans le cadre auxiliaire".

L'article 3, 4°, de l'arrêté royal du 23 mai 1956 que le projet abroge prévoit que si le candidat est officier de réserve il doit avoir offert sa démission. Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si cette disposition ne doit pas être reprise dans le projet.

*

.../...

De l'accord du délégué du Gouvernement, il y aurait lieu de rédiger le paragraphe 2 de l'article 8 de la manière suivante, afin d'envisager l'hypothèse où des officiers seraient nommés à la même date bien que n'ayant pas participé au même cycle de formation.

"§ 2. L'ancienneté relative des officiers auxiliaires nommés à la même date est déterminée par le classement établi à l'issue du cycle de formation selon les règles fixées par le Ministre de la Défense nationale".

*

L'article 5 du projet d'arrêté ministériel par lequel le Ministre exécute l'article 8,§ 2,du projet d'arrêté royal ne tient pas compte non plus de l'hypothèse où les sous-lieutenants n'auraient pas participé au même cycle de formation. Il devrait être revu en conséquence.

Sous réserve de cette observation, l'article 5 du projet d'arrêté ministériel gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 5.-

Le classement prévu à l'article 8,§ 2,de l'arrêté royal du ... est établi selon les résultats obtenus à la fin du cycle de formation en attribuant :

.../...

1° 50 p.c. des points à la formation de pilote militaire ou de navigateur;

2° 30 p.c. des points à la formation générale et militaire d'officier;

3° 20 p.c. des points au stage probatoire en unité".

*

Article 9 du projet d'arrêté royal.

Au paragraphe 1er, il convient de remplacer les mots "demander à souscrire ... en cours" par "solliciter un engagement complémentaire portant l'engagement de neuf à douze ans" pour conserver la terminologie de l'article 20, § 1er, de l'arrêté royal du 23 mai 1956, remplacé par l'article 3 de l'arrêté du 11 février 1971.

Le paragraphe 2 doit être, en conséquence, rédigé comme suit :

"§ 2. Le Ministre de la Défense nationale autorise l'engagement complémentaire sur proposition des chefs hiérarchiques de l'intéressé".

*

Article 10 du projet d'arrêté royal.

Au paragraphe 1er, 3°, les mots "en vue de provoquer la résiliation d'office de sont engagement" sont superflus et doivent être omis.

.../...

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Le Ministre de la Défense nationale constitue, ou fait constituer par l'autorité militaire qu'il désigne, une commission d'information ayant pour mission de dresser le rapport visé au § 1er, lorsqu'il est mis au courant, par une voie autre que la voie hiérarchique, de faits de nature à entraîner la résiliation d'office de l'engagement d'un officier auxiliaire".

*

Article 11 du projet d'arrêté royal.

Au paragraphe 1er, les mots "prononcée en vertu de l'article 12" sont superflus et doivent être omis.

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Les membres de la commission d'information et du conseil d'enquête doivent appartenir au personnel navigant de la force aérienne. Le président du conseil d'enquête est désigné parmi les officiers généraux de la force aérienne sur proposition du chef d'état-major de cette force".

*

Article 12 du projet d'arrêté royal.

Le paragraphe 1er prévoit que l'engagement est résilié moyennant un préavis de trois mois.

.../...

Cette disposition devrait être complétée par la fixation du point de départ de ce préavis.

L'arrêté royal pourrait, à cet égard, s'inspirer de l'article 25 de l'arrêté royal du 8 novembre 1977.

Le paragraphe 2 appelle la même observation que celle qui a été faite à propos du 1° de l'article 6.

*

L'article 13 du projet d'arrêté royal.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 13.-

L'engagement d'un officier auxiliaire peut être résilié à sa demande moyennant un préavis de trois mois, s'il a accompli au moins cinq ans de service actif depuis sa nomination au grade de sous-lieutenant auxiliaire et si les besoins des forces armées le permettent".

Cet article devrait être complété par une disposition prévoyant le point de départ du délai de préavis comme il vient d'être dit concernant l'article 12 du projet d'arrêté royal.

.../...

L'arrêté royal du 8 novembre 1977 relatif aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix prévoit en son article 25 que lorsque l'engagement ou le rengagement est resilié à la demande de l'interessé, celui-ci "peut obtenir du Ministre de la Défense nationale ou de l'autorité que celui-ci désigne, la réduction ou la suppression du délai de préavis". Il appartient ou Gouvernement de décider si une telle disposition ne doit pas être prévue dans l'article 13 du projet d'arrêté royal.

*

Chapitre III, Sections 1, 2 et 3, du projet d'arrêté royal.

Les 3 premières sections du Chapitre III qui ont trait au passage des officiers du cadre auxiliaire dans les cadres des officiers de carrière ou de complément appelle une observation générale.

L'article 61 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées remplace notamment l'article 16 de la loi du 23 décembre 1955 par le texte suivant :

"Article 16.-

Peut, à sa demande, être admis dans le cadre de carrière du personnel navigant de la force aérienne, l'officier auxiliaire qui remplit les conditions suivantes :

1° avoir satisfait à l'épreuve sur la connaissance approfondie de la langue française ou néerlandaise prévue à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, modifié par les lois du 30 juillet 1955 et du 13 novembre 1974;

.../...

2° avoir satisfait à l'épreuve sur la connaissance effective de l'autre langue, prévue à l'article 3 de la même loi;

3° avoir été classé en ordre utile, en fonction du nombre des places fixé conformément à l'article 17, selon les règles déterminées par le Roi;

4° remplir les conditions supplémentaires que le Roi peut fixer".

L'article 61 de la loi du 13 juillet 1976 insère de plus dans la loi du 23 décembre 1955, un article 16bis rédigé comme suit :

"Article 16bis.-

Peut, à sa demande, être admis dans le cadre de complément du corps du personnel navigant de la force aérienne, l'officier auxiliaire qui remplit les conditions suivantes :

1° être agréé par le Ministre de la Défense nationale, après avoir été proposé favorablement par ses chefs hiérarchiques;

2° avoir satisfait aux épreuves visées à l'article 16, 1° et 2°;

3° avoir été classé en ordre utile, en fonction du nombre de places fixé conformément à l'article 17, selon les règles déterminés par le Roi".

.../...

Il ressort de la comparaison de ces deux dispositions que le Roi est habilité par l'article 16, 4° à fixer des conditions supplémentaires pour le passage de l'officier du cadre auxiliaire dans le cadre des officiers de carrière alors qu'une telle habilitation ne lui est pas donnée en ce qui concerne le passage du cadre auxiliaire au cadre de complément. L'article 16bis par contre prévoit en son 1° que pour pouvoir être admis dans le cadre de complément l'officier du cadre auxiliaire doit "être agréé par le Ministre de la Défense nationale, après avoir été proposé favorablement par ses chefs hiérarchiques".

Les différences existant entre les articles 16 et 16bis, articles votés le même jour par le législateur, conduisent à admettre que la loi a entendu donner un pouvoir d'appréciation au Ministre quant à la possibilité d'admettre le passage d'un officier auxiliaire dans le cadre de complément et a entendu laisser au Roi le soin de règler la passage de l'officier auxiliaire dans le cadre des officiers de carrière.

Le Roi ne peut dès lors trouver dans l'article 16bis de la loi du 23 décembre 1955 le pouvoir de fixer des conditions supplémentaires que l'officier auxiliaire devrait réunir pour pouvoir passer dans le cadre de complément; toutefois, en prévoyant dans l'article 15, paragraphe 1er, de l'arrêté royal que les officiers auxiliaires doivent avoir servi pendant au moins un an depuis leur nomination au grade de sous-lieutenant auxiliaire, le Roi ne fait qu'user de son pouvoir constitutionnel d'exécution de la loi du 23 décembre 1955 qui implique nécessairement un certain temps d'activité comme officier auxiliaire avant de pouvoir passer dans le cadre de complément.

.../...

De même et a fortiori, le Ministre ne peut, dans le projet d'arrêté ministériel fixer d'autres conditions à ce passage dans le cadre de complément; l'article 8 du projet d'arrêté ministériel ainsi que son article 9 en tant qu'il s'applique aux candidats au passage dans le cadre de complément, manquent de fondement légal et doivent être omis.

Le Roi seul pouvant par application de l'article 16, 4°,fixer des conditions supplémentaires que doit réunir l'officier auxiliaire pour passer dans le cadre des officiers de carrière, l'article 7 du projet d'arrêté ministériel ainsi que son article 9 en tant qu'il s'applique aux candidats au passage dans le cadre des officiers de carrière doivent figurer,non dans l'arrêté ministériel mais dans l'arrêté royal.

*

C'est en exécution de l'article 16, 3°, et de l'article 16bis, 3°, de la loi du 23 décembre 1955 qu'il appartient au Roi de fixer les règles relatives au classement des candidats au passage dans le cadre des officiers de carrière ou dans le cadre des officiers de complément. L'article 10 de l'arrêté ministériel devrait, dès lors, trouver sa place dans l'arrêté royal.

*

Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger comme suit les articles 15 à 22 du projet d'arrêté royal :

.../...

"CHAPITRE III - DU PASSAGE DES OFFICIERS DU CADRE AUXILIAIRE DANS LES CADRES DES OFFICIERS DE CARRIERE OU DE COMPLEMENT.

Section 1. - Passage dans le cadre de carrière.

Article 15.- (Articles 15 et 18 du projet d'arrêté royal et articles 7 et 9 du projet d'arrêté ministériel).

Les officiers auxiliaires qui remplissent les conditions fixées par l'article 16, 1° et 2°, de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs peuvent être admis par le Roi dans le cadre de carrière :

1° s'ils ont servi pendant au moins un an après leur nomination au grade de sous-lieutenant auxiliaire;

2° s'ils ont satisfait à une épreuve écrite portant sur les matières du concours d'admission à la section toutes armes de l'école royale militaire, sans qu'ils puissent la présenter plus de trois fois;

3° s'ils ont satisfait à l'épreuve prévue par l'article 16, 2°, de la loi du 23 décembre 1955 sans qu'ils puissent la présenter plus de deux fois;

4° s'ils ont été agréés par le Ministre de la Défense nationale après avoir été proposés favorablement par leurs chefs hiérarchiques.

Article 16.- (Article 19 du projet d'arrêté royal).

§ 1er. Les officiers auxiliaires sont admis dans le cadre de carrière avec leur grade. Leur ancienneté de sous-lieutenant de carrière prend cours trois ans après la date de leur agrément comme candidat officier auxiliaire.

§ 2. Il sont ensuite classés après les officiers de carrière de même grade et de même ancienneté.

§ 3. L'officier auxiliaire dont l'ancienneté de sous-lieutenant de carrière aurait pour effet de le classer pour l'avancement parmi les officiers d'un grade inférieur à celui dont lui-même est titulaire, reçoit un classement provisoire à la suite des officiers de son grade jusqu'au moment de la promotion à ce grade des officiers plus anciens que lui dans le grade de sous-lieutenant de carrière; à ce moment, il est classé à la suite de ces officiers.

Section 2. - Passage dans le cadre de complément.

Article 17. - (Article 15, § 1er et 21 du projet d'arrêté royal).

Les officiers auxiliaires qui remplissent les conditions fixées par l'article 16 bis de la loi du 23 décembre 1955 sont admis par le Roi dans le cadre de complément s'ils ont servi pendant au moins un an après leur nomination au grade de sous-lieutenant auxiliaire.

Article 18. - (Article 22 du projet d'arrêté royal).

§ 1er. Les officiers auxiliaires sont admis dans le cadre de complément avec leur grade et leur ancienneté dans ce grade et dans le grade de sous-lieutenant, diminuée d'un an.

Ils sont ensuites classés après les officiers de complément de même grade et de même ancienneté.

.../...

§ 2. L'officier auxiliaire dont l'ancienneté de sous-lieutenant du cadre de complément aurait pour effet de le classer pour l'avancement parmi les officiers d'un grade inférieur à celui dont il est titulaire, reçoit un classement provisoire à la suite des officiers de son grade jusqu'au moment de la promotion à ce grade des officiers plus anciens que lui dans le grade de sous-lieutenant du cadre de complément; à ce moment, il est classé à la suite de ces officiers.

Section 3. - Dispositions communes.

Article 19. - (Article 15, § 2 du projet d'arrêté royal).

Les demandes que les officiers du cadre auxiliaire introduisent en vue de passer dans le cadre des officiers de carrière ou dans le cadre des officiers de complément sont transmises par la voie des chefs hiérarchiques.

Ceux-ci émettent un avis quant à l'aptitude professionnelle de ces officiers, à leur manière de servir et à leur aptitude à servir dans le cadre des officiers de carrière ou de complément.

Sur base de ces avis le Ministre de la Défense nationale agrée ou rejette les candidatures.

La décision du Ministre est portée à la connaissance des intéressés.

.../...

Article 20.- (Article 16 du projet d'arrêté royal).

Un comité de sélection, dont le Ministre de la Défense nationale fixe la composition, classe les candidats en exécution des articles 16, 3°, et 16bis, 3°, de la loi du 23 décembre 1955. Il établit un tableau de classement par régime linguistique.

Article 21. - (Articles 17 et 20 du projet d'arrêté royal).

Pour établir le classement prévu à l'article 20, le comité de sélection tientcompte :

1° de l'ancienneté de service dans le cadre auxiliaire;

2° de l'aptitude professionelle et de la manière de servir;

3° selon le cas, du résultat obtenu à l'épreuve visée à l'article 15, 2°, du présent arrêté ou à l'épreuve visée à l'article 16, 1°, de la loi du 23 décembre 1955.

Article 22. - (Article 10 du projet d'arrêté ministériel).

§ 1er. L'ancienneté de service est notée par le comité de selection sur un maximum de 20 points; il est attribué à chaque candidat deux points par année complète de service accomplie depuis sa commission au grade de sous-lieutenant auxiliaire, et deux points pour l'année en cours au moment du classement.

.../...

§ 2. L'aptitude professionnelle et la manière de servir sont notées par le comité de sélection sur un maximum de 60 points, répartis comme suit :

1° 20 points pour l'aptitude professionnelle comme pilote ou navigateur;

2° 20 points pour l'aptitude professionnelle comme officier;

3° 20 points pour la manière de servir.

§ 3. Le résultat visé à l'article 21, 3°, est calculé sur 20 points.

§ 4. Si deux candidats obtiennent le même total de points, priorité est donnée à celui qui a obtenu la note la plus élevée pour l'ancienneté de service. S'ils ont obtenu la même note, priorité est donnée au plus âgé".

*

* *

La section 4 du chapitre III devrait être fusionnée avec le chapitre IV du projet qui s'intitulerait "Dispositions transitoires, abrogatoires et finales".

Le texte suivant est proposé pour les articles 23 à 28 du projet.

.../...

"Article 23. -

Par mesure transitoire, l'article 5, § 1er, est applicable aux candidats officiers auxiliaires agréés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, sauf si les dispositions prévues à l'article 2, b et c, de l'arrêté royal du 23 mai 1956 relatif aux officiers auxiliaires de la force aérienne, modifié par l'arrêté royal du 16 juin 1970, leur sont plus favorables.

Article 24. -

Par dérogation aux dispositions de l'article 16, § 1er, l'ancienneté dans le grade de sous-lieutenant de carrière des officiers issus du cadre auxiliaire est modifiée de façon telle qu'ils soient classés après les officiers dont l'ancienneté comme sous-lieutenant auxiliaire était égale ou supérieure et qui sont passés dans le cadre de carrière en application des dispositions de la section 4 de l'arrêté royal du 23 mai 1956 relatif aux officiers auxiliaires de la force aérienne.

Article 25. -

§ 1er. L'article 18, § 1er, n'est applicable qu'aux officiers auxiliaires nommés au grade de sous-lieutenant après le 21 août 1976.

L'ancienneté dans le cadre de complément des officiers nommés au grade de sous-lieutenant auxiliaire avant le 21 août 1976 est celle qu'ils avaient dans le cadre auxiliaire, diminuée de deux ans.

.../...

§ 2. Par dérogation à l'article 18, § 1er, l'ancienneté dans le grade de sous-lieutenant de complément des officiers nommés au grade de sous-lieutenant auxiliaire après le 21 août 1976 est modifiée de façon telle qu'ils ne puissent être nommés à un grade supérieur avant les officiers plus anciens qu'eux dans le grade de sous-lieutenant.

Article 26.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 2 janvier 1956 relatif au recrutement des candidats officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, modifié par les arrêtés royaux des 15 juillet 1958, 16 mars 1960, 11 février 1971 et 8 novembre 1977;

2° l'arrêté royal du 23 mai 1956 relatif aux officiers auxiliaires de la force aérienne, modifié par les arrêtés royaux des 15 juillet 1958, 5 octobre 1959, 16 juin 1970 et 11 février 1971;

3° l'article 8 de l'arrêté royal du 13 janvier 1977 portant diverses dispositions pour l'application de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées.

Article 27. -

Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1978.

.../...

Article 28. -

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Het ontwerp-koninklijk besluit betreffende het statuut van de hulpofficieren en kandidaat-hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren (L. 13128/2) geeft uitvoering aan de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren.

Het ontwerp-ministerieel besluit betreffende het statuut van de hulpofficieren en kandidaat-hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, (L.B.129/2) van zijn kant, stelt een aantal regels vast voor de uitvoering van het hierboven genoemde ontwerp-koninklijk besluit. Beide ontwerpen dienen gezamenlijk te worden onderzocht.

X

Opschrift en aanhef.

Ontwerp-koninklijk besluit.

De verwijzing in het tweede lid van de aanhef naar het koninklijk besluit van 27 februari 1962 betreffende het varend personeel der krijgsmachtdelen kan als overbodig vervallen.

Ontwerp-ministerieel besluit.

Het opschrift zou als volgt moeten luiden :

.../...

"Ministerieel besluit betreffende het statuut van de hulpofficieren en kandidaat-hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren".

x x

Algemene opmerking over de terminologie.

In de Franse tekst, onder meer van de militaire reglementen, moge vaak met "agréation" worden gewerkt, de term "agrément" is correcter.

x x

Onderzoek van de tekst.

Artikel 1 van het ontwerp-koninklijk besluit.

Een betere lezing voor dat artikel zou zijn :

"Artikel 1.-

§ 1. Niemand kan door de Minister van Landsverdediging als kandidaat-hulpofficier worden aanvaard tenzij hij buiten de voorwaarden, gesteld door de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, ook de hierna bepaalde voorwaarden vervult :

1° ten minste 17 en ten hoogste 25 jaar oud zijn;

2° geslaagd zijn voor de door de Minister van Landsverdediging opgelegde lichamelijke en psychotechnische proeven;

3° voldoen aan de voorwaarden bepaald in hoofdstuk I, afdeling 2, van het koninklijk besluit van 8 november 1977 betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd.

§ 2. De in artikel 3, 3°, van de wet van 23 december 1955 bedoelde periode van actieve dienst duurt 9 of 12 jaar en gaat in te rekenen van de aanvaarding.

§ 3. Aanvaarding maakt van rechtswege, op de datum ervan, een einde aan een vroegere dienstneming of wederdienstneming. "

x

Artikel 2 van het ontwerp-koninklijk besluit.

Artikel 3 van de wet van 3 december 1955 bepaalt :

" Niemand mag als kandidaat-hulpofficier bij de luchtmacht aanvaard worden :

...

2° indien hij niet met welslagen de middelbare studiën van de hogere graad beëindigd heeft of indien hij niet geslaagd is in de door de Koning bepaalde proeven van gelijke waarde".

.../...

Met de bepaling in artikel 2 dat geacht wordt voor "proeven van gelijke waarde met de middelbare studiën van de hogere graad" te zijn geslaagd :

"1° de titularis van de diploma's, brevetten of getuigschriften die door de Minister van Nationale Opvoeding als gelijkwaardig met die studiën worden erkend",

verleent het ontwerp de genoemde minister een bevoegdheid die de wet uitsluitend in handen van de Koning heeft gelegd.

Men werke dan ook ofwel naar het voorbeeld van artikel 2 van het koninklijk besluit van 2 januari 1956, dat die gelijkwaardigheid vaststelde, ofwel onder verwijzing naar bepalingen uit koninklijke besluiten die zulk een gelijkwaardigheid in andere aangelegenheden mochten hebben vastgesteld.

x

Artikel 3 van het ontwerp-koninklijk besluit.

Dat artikel kan beter als volgt worden gesteld :

"Artikel 3.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt per wervingszitting het aantal te aanvaarden kandidaten en de termijnen voor het indienen van de aanvragen om aanvaarding.

.../...

De Minister van Landsverdediging bepaalt de regels volgens welke de kandidaten batig worden gerangschikt ingeval hun aantal hoger ligt dan het aantal plaatsen in een wervingszitting " .

Artikel 1 van het ontwerp-ministerieel besluit.

Met artikel 1 van het ontwerp-ministerieel besluit bepaalt de minister een regel waarvan de vaststelling hem wordt opgedragen in artikel 3 van het ontwerp-koninklijk besluit.

Een betere lezing voor dat artikel 1 zou zijn:

"Artikel 1.-

De kandidaat-hulpofficieren worden, in verhouding tot het aantal dat vastgesteld is overeenkomstig artikel 3 van het koninklijk besluit van ..... betreffende het statuut van de kandidaat-hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, onderling gerangschikt naar de uitslag die zij hebben behaald op de in artikel 1, § 1, 2°, van hetzelfde koninklijk besluit bedoelde lichamelijke en psychotechnische proeven".

Artikel 4 van het ontwerp-koninklijk besluit.

Artikel 6 van de wet van 23 december 1955 bepaalt :

"Niemand mag tot onderluitenant bij de luchtmacht worden benoemd :

...

3° indien hij niet voldaan heeft aan een vakproef onder de voorwaarden die de Koning bepaalt".

Ter uitvoering van die bepaling stelt artikel 4 van het ontwerp in de paragrafen 1 tot 3 een vormingscyclus voor kandidaat-hulpofficieren in.

Paragraaf 4 van hetzelfde artikel bepaalt:

"De Minister van Landsverdediging bepaalt de voorwaarden tot slagen".

Die voorwaarden zouden, wil aan het aangehaalde artikel 6 van de wet van 23 december 1955 voldaan zijn, althans in grote trekken door de Koning moeten worden bepaald. Deze zou bijvoorbeeld het minimumaantal punten kunnen aangeven die de kandidaat in ieder stadium van de vorming moet behalen. In het koninklijk besluit zou ook paragraaf 1 van artikel 2 van het ontwerp-koninklijk besluit moeten staan, die een algemene regel stelt.

Artikel 2 en artikel 3, § 1, eerste volzin, van het ontwerp-ministerieel besluit moeten overeenkomstig de in artikel 4 van het ontwerp-koninklijk besluit aan te brengen wijzigingen worden veranderd.

x

Artikel 5 van het ontwerp-koninklijk besluit.

Paragraaf 3, eerste lid, van dat artikel bepaalt :

"De kandidaat-hulpofficier die tijdens zijn vorming en om redenen waarover de stafchef van de luchtmacht oordeelt aangehecht wordt aan een volgende promotie van kandidaat -hulpofficieren volgt voor de bevordering het lot van die promotie".

.../...

Die bepaling geeft niet duidelijk aan welke overheid bevoegd is om te beslissen dat de kandidaat-hulpofficier bij een volgende promotie wordt ingedeeld.

De tekst kan overigens, nu hij niet duidelijk stelt dat de minister de voorwaarden bepaalt waaronder de stafchef oordeelt over de redenen om de kandidaat bij een volgende promotie in te delen, niet tot rechtsgrond dienen voor de tweede volzin van paragraaf 1 van artikel 3 van het ontwerp-ministerieel besluit, terwijl de Regering, naar haar gemachtigde heeft verklaard, de beoordelingsbevoegdheid van de stafchef wel degelijk bedoelt te beperken.

Artikel 5, § 3, eerste lid, van het ontwerp-koninklijk besluit en artikel 3, § 1, tweede volzin van het ontwerp-ministerieel besluit moeten met inachtneming van het hierboven opgemerkte worden herzien.

In het tweede lid van § 3 moet "aanvaard" worden gelezen in plaats van "aangenomen".

De vierde paragraaf kan beter als volgt worden gelezen :

"De kandidaat-hulpofficier behoudt bij wege van aanstelling de graad die hij op het tijdstip van zijn aanvaarding bekleedde in het beroeps-, het aanvullings-, het tijdelijk of het reservekader, tot wanneer ... (voorts als in het ontwerp)".

x

.../...

Artikel 6 van het ontwerp-koninklijk besluit.

Volgens artikel 5, § 1, eerste lid, van de wet van 23 december 1955 kan de Minister van Landsverdediging de dienstverbintenis van de kandidaat-hulpofficier "verbreken" hetzij om tuchtredenen, hetzij om morele ongeschiktheid of beroepsonbekwaamheid.

Die bepaling laat de Minister enige bevoegdheid om te oordelen of er al dan niet grond aanwezig is om de dienstverbintenis te beëindigen.

Artikel 5, § 2, van dezelfde wet daarentegen bepaalt dat de dienstverbintenis van de kandidaat-hulpofficier van ambtswege wordt "verbroken" in geval van "mislukking in de onder artikel 6, 3°, van de genoemde wet bedoelde vakproef".

Alleen in dat laatste geval dus heeft de Minister geen beoordelingsbevoegdheid om te beslissen of er al dan niet grond is voor beëindiging van de dienstverbintenis.

Artikel 6, 1°, van het ontwerp echter verplicht tot beëindiging van de dienstverbintenis ingeval de kandidaat-hulpofficier "zich in een der toestanden bevindt bepaald bij artikel 16 van het koninklijk besluit van 8 november 1977". Die bepaling doelt op het verlies van de Belgische nationaliteit, op bepaalde veroordelingen en op het geval dat de dienstverbintenis van de kandidaat is aanvaard op grond van een valse verklaring van zijnentwege.

.../...

Aangenomen mag worden dat de Minister de dienstverbintenis wel ambtshalve vermag te beëindigen ingeval van verlies van de Belgische nationaliteit maar niet in de overige gevallen, die geen toepassing van het begrip "morele ongeschiktheid" opleveren, zoals mag blijken uit de woorden "Onverminderd de toepassing van artikel 5 ..."; ook als dat wel het geval was zou het ontwerp de door de wetgever aan de Minister opgedragen beoordelingsbevoegdheid nog altijd beperken.

Artikel 6, 1°, bedoelt dus naast de door de wet georganiseerde regeling voor beëindiging der dienstverbintenis nog een andere beëindigingsregeling in te voeren, die niet bestaanbaar is met de eerste.

Die bepaling dient dan ook te worden herzien.

x

Met de gegeven tekst verplicht artikel 6, 2°, de Minister de dienstverbintenis van een kandidaat die ongeschikt wordt bevonden tot het voortzetten van zijn officiersopleiding, te beëindigen. De tekst stelt tevens duidelijk dat daarbij het bepaalde in artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit van 27 februari 1962 betreffende het varend personeel der krijgsmachtdelen van toepassing is.

Die tekst onder 2° lijkt de Minister voor te schrijven, een einde te maken aan de dienstverbintenis van een lid van het varend personeel dat als leerling uit het varend personeel zou zijn geschrapt wegens gebrek aan tucht, beroepsonbekwaamheid of kennelijk on-

voldoende aanpassing aan of een kennelijk ontoereikend rendement in de luchtvaartdienst, en wel volgens de procedure die in het hierboven aangehaalde artikel 8 van het koninklijk besluit van 27 februari 1962 is bepaald.

De tekst zou de bedoeling van de Regering nauwkeurig moeten verwoorden.

x

Desnoods moet ook artikel 3, § 2, van het ontwerp-ministerieel besluit, dat mede steunt op artikel 6, 2°, van het ontwerp-koninklijk besluit, gewijzigd worden.

x

Artikel 7 van het ontwerp-koninklijk besluit.

Een betere lezing voor dat artikel zou zijn :

"Artikel 7.-

§ 1. Verlies van de hoedanigheid van kandidaat-hulpofficier brengt verlies van de met toepassing van artikel 5 verleende graden mede.

§ 2. (... zoals in het ontwerp). Hij gaat in die hoedanigheid een eerste nieuwe dienstverbintenis aan voor ten minste één jaar indien hij na zijn aanvaarding ten minste twee jaar dienst heeft gedaan, of een dienstverbintenis van ten minste twee jaar indien hij na zijn aanvaarding minder dan twee jaar dienst heeft gedaan."

x

.../...

Artikel 8 van het ontwerp-koninklijk besluit.

Om aan de bedoeling van de Regering te voldoen, wordt voor § 1 de volgende lezing in overweging gegeven :

"§ 1. De kandidaat-hulpofficier die met goed gevolg de in artikel 4 bedoelde vormingscyclus heeft volbracht, wordt benoemd in de graad van onderluitenant indien hij de volgende voorwaarden vervult :

1° door de Minister van Landsverdediging, op het met redenen omklede advies van de hiërarchische chef, geschikt bevonden zijn om de functie van hulpofficier uit te oefenen;

2° ten minste 24 maanden werkelijke dienst in het hulpkader hebben volbracht " .

Artikel 3, 4°, van het door het ontwerp op te heffen koninklijk besluit van 23 mei 1956 bepaalt dat de kandidaat, indien hij reserveofficier is, zijn ontslag moet hebben aangeboden. Aan de Regering uit te maken, of die bepaling niet in het ontwerp dient te worden opgenomen.

x

Om mede te voorzien in het geval dat officieren die niet aan dezelfde vormingscyclus deel hebben genomen op dezelfde datum worden benoemd, wordt voor § 2 van artikel 8, in overeenstemming met de gemachtigde van de Regering, de volgende lezing in overweging gegeven :

.../...

§ 2. De relatieve anciënniteit van de op dezelfde datum benoemde hulpofficieren wordt bepaald door de rangschikking die na afloop van de vormingscyclus wordt aangelegd volgens de door de Minister van Landsverdediging bepaalde regels".

X

Artikel 5 van het ontwerp-ministerieel besluit, dat uitvoering geeft aan artikel 8, § 2, van het ontwerp koninklijk besluit, rekent evenmin met het geval dat de onderluitenants niet aan dezelfde vormingscyclus deel zouden hebben genomen. Het moet dienovereenkomstig worden herzien.

Met dat voorbehoud wordt voor artikel 5 van het ontwerp-ministerieel besluit de volgende, betere lezing in overweging gegeven :

"Artikel 5.-

De in artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit van .... bedoelde rangschikking wordt opgemaakt volgens de op het eind van de vormingscyclus behaalde uitslag, waarbij worden toegekend :

1° 50 t.h. van de punten voor de vorming als militair piloot of navigator;

2° 30 t.h. van de punten voor de algemene en de militaire officiersvorming;

3° 20 t.h. van de punten voor de stage in een eenheid".

.../...

Artikel 9 van het ontwerp-koninklijk besluit.

In § 1 vervange men het zinsdeel "verzoeken om een .... brengt", door "verzoeken om een bijkomende dienstneming die de dienstverbintenis van negen op twaalf jaar brengt", om in de lijn te blijven van de terminologie die gebezigd wordt in artikel 20, § 1, van het koninklijk besluit van 23 mei 1956, vervangen door artikel 3 van het besluit van 11 februari 1971.

Paragraaf 2 moet dan als volgt worden gelezen:

" 2. De Minister van Landsverdediging staat op voorstel van de hiërarchische chef van de betrokkene de bijkomende dienstneming toe ".

x

Artikel 10 van het ontwerp-koninklijk besluit.

In § 1, 3° kan het zinsdeel "om van ambtswege zijn dienstneming te doen verbreken" als overbodig vervallen.

Paragraaf 2 kan beter als volgt worden gesteld :

" § 2. Wanneer de Minister van Landsverdediging anders dan langs hiërarchische weg op de hoogte is gebracht van feiten die ertoe kunnen leiden dat de dienstverbintenis van een hulpofficier ambtshalve moet worden verbroken, stelt hij een informatiecommissie samen die tot taak heeft het in § 1 bedoelde verslag op te maken, of laat hij de door hem aan te wijzen militaire autoriteit een zodanige commissie samenstellen."

x

.../...

Artikel 11 van het ontwerp-koninklijk besluit.

In § 1 moeten de woorden "uitgesproken krachtens artikel 12" als overbodig vervallen.

Een betere lezing voor § 2 zou zijn :

"§ 2. De leden van de informatiecommissie en van de onderzoeksraad moeten tot het varend personeel van de luchtmacht behoren. De voorzitter van de onderzoeksraad wordt aangewezen uit de opperofficieren van de luchtmacht, op de voordracht van de stafchef van dat krijgsmachtdeel ".

x

Artikel 12 van het ontwerp-koninklijk besluit.

Volgens § 1 wordt de dienstverbintenis "verbroken mits drie maanden opzegging".

Aangegeven moet ook worden wanneer die opzeggingstermijn begint te lopen.

Een voorbeeld zou in dezen kunnen worden genomen aan artikel 25 van het koninklijk besluit van 8 november 1977.

Bij § 2 is dezelfde opmerking te maken als bij artikel 6, 1°, is gemaakt.

x

Artikel 13 van het ontwerp-koninklijk besluit.

Een betere lezing voor dat artikel zou zijn:

"Artikel 13.-

De dienstverbintenis van een hulpofficier kan op zijn verzoek met drie maanden opzegging worden verbroken indien hij sedert zijn benoeming in de graad van hulponderluitenant ten minste vijf jaren werkelijke dienst heeft volbracht en de behoeften van de krijgsmacht het mogelijk maken".

Het artikel zou moeten worden aangevuld met een bepaling die, zoals in verband met artikel 12 van het ontwerp-koninklijk besluit is gezegd, stelt wanneer de opzeggingstermijn ingaat.

Het koninklijk besluit van 8 november 1977 betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd bepaalt in artikel 25 dat de militair van wie de dienstneming of de wederdienstneming wordt verbroken op zijn aanvraag "van de Minister van Landsverdediging of van de autoriteit die deze aanwijst, een verkorting op de opheffing van de opzeggingstermijn kan bekomen". Aan de Regering uit te maken of in artikel 13 van het ontwerp-koninklijk besluit geen soortgelijke bepaling moet worden opgenomen.

x

Hoofdstuk III, afdelingen 1, 2 en 3, van het ontwerp-koninklijk besluit.

Bij de eerste drie afdelingen van hoofdstuk III, die alle betrekking hebben op de overgang van of-

.../...

ficieren van het hulpkader naar het kader van de beroeps- of van de aanvullingsofficieren, is een algemene opmerking te maken.

Artikel 61 van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht heeft onder meer artikel 16 van de wet van 23 december 1955 door de volgende tekst vervangen :

"Artikel 16. - Kan op zijn aanvraag, worden opgenomen in het beroepskader van het varend personeel van de luchtmacht, de hulpofficier die de volgende voorwaarden vervult :

1° voldaan hebben bij het examen over de grondige kennis van de Nederlandse of Franse taal zoals bepaald in artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1955 en van 13 november 1974;

2° voldaan hebben bij het examen over de wezenlijke kennis van de andere taal, overeenkomstig artikel 3 van dezelfde wet;

3° nuttig gerangschikt zijn, met het oog op het begeven van het aantal plaatsen dat overeenkomstig artikel 17 wordt vastgesteld, volgens de regels die de Koning bepaalt;

4° de bijkomende voorwaarden vervullen welke de Koning kan vaststellen".

.../...

Artikel 61 van dezelfde wet van 13 juli 1976 voegt bovendien in de wet van 23 december 1955 een artikel 16bis in, als volgt :

"Artikel 16bis. - Kan op zijn aanvraag worden opgenomen in het aanvullingskader van het korps van het varend personeel van de luchtmacht, de hulpofficier die de volgende voorwaarden vervult :

1° aanvaard worden door de Minister van Landsverdediging na gunstig te zijn voorgesteld door zijn hiërarchische chefs;

2° voldaan hebben bij de examens vermeld in artikel 16, 2° en 3°;

3° volgens de regels die de Koning vaststelt nuttig gerangschikt zijn met het oog op het begeven van het aantal plaatsen dat overeenkomstig artikel 17 wordt vastgesteld."

Vergelijking van die twee bepalingen wijst uit dat de Koning in artikel 16, 4°, bevoegdheid krijgt om bijkomende voorwaarden vast te stellen voor de overgang van een officier van het hulpkader naar het kader van de beroepsofficieren, maar dat hem wat de overgang van het hulp- naar het aanvullingskader betreft geen zulke opdracht is gegeven.

Artikel 16bis bepaalt daarentegen onder 1° dat een officier van het hulpkader, wil hij in het aanvullingskader opgenomen kunnen worden, "aanvaard moet

.../...

worden door de Minister van Landsverdediging na gunstig te zijn voorgesteld door zijn hiërarchische chefs".

De verschilpunten tussen de, op dezelfde dag door de wetgever goedgekeurde artikelen 16 en 16bis voeren tot de conclusie, dat de wet de Minister een zekere beoordelingsbevoegdheid bedoelt te verlenen om de overgang van hulpofficieren naar het aanvullingskader toe te staan, maar de zorg om de overgang van hulpofficieren naar het kader van de beroepsofficieren te regelen aan de Koning heeft willen overlaten.

De Koning kan dus aan artikel 16bis van de wet van 23 december 1955 geen bevoegdheid ontlenen om bijkomende voorwaarden te bepalen waaraan de hulpofficier moet voldoen wil hij naar het aanvullingskader kunnen overgaan; echter, als de Koning in artikel 15, § 1, van het ontwerp-koninklijk besluit bepaalt dat hulpofficieren sedert hun benoeming in de graad van hulponderluitenant ten minste één jaar moeten hebben gediend, maakt hij alleen maar gebruik van zijn grondwettelijke bevoegdheid tot het uitvoeren van de wet van 23 december 1955, die noodzakelijkerwijs een zekere actieve diensttijd als hulpofficier onderstelt alvorens overgang naar het aanvullingskader mogelijk wordt. De Minister kan a fortiori evenmin in het ontwerp-ministerieel besluit aan die overgang naar het aanvullingskader andere voorwaarden verbinden; artikel 8 van het ontwerp-ministerieel besluit en ook artikel 9, in zover dit van toepassing is op gegadigden voor de overgang naar het aanvullingskader, missen derhalve rechtsgrond en moeten achterwege blijven.

.../...

Nu alleen de Koning, met toepassing van artikel 16, 4°, bijkomende voorwaarden voor de overgang van hulpofficieren naar het kader van de beroepsofficieren vermag te bepalen, moeten artikel 7 van het ontwerp-ministerieel besluit en ook artikel 9, in zover dit van toepassing is op gegadigden voor de overgang naar het kader van de beroepsofficieren, in het ontwerp-koninklijk besluit en niet in het ontwerp-ministerieel besluit staan.

x

Ter uitvoering van artikel 16, 3°, en van artikel 16bis van de wet van 23 december 1955 staat het aan de Koning, regels te stellen voor het rangschikken van de gegadigden voor de overgang naar het kader van de beroepsofficieren of naar dat van de aanvullingsofficieren. Artikel 10 van het ontwerp-ministerieel besluit behoort dan ook in het ontwerp-koninklijk besluit te staan.

x

Met inachtneming van al hetgeen hiervoren is opgemerkt, wordt voorgesteld de artikelen 15 tot 22 van het ontwerp-koninklijk besluit als volgt te lezen :

"HOOFDSTUK III - OVERGANG VAN OFFICIEREN VAN HET HULPKADER NAAR HET KADER VAN DE BEROEPSOFFICIEREN OF VAN DE AANVULLINGSOFFICIEREN.

.../...

Afdeling 1. - Overgang naar het beroepskader.

Artikel 15. - (De artikelen 15 en 18 van het ontwerp-koninklijk besluit en de artikelen 7 en 9 van het ontwerp-ministerieel besluit).

Hulpofficieren die voldoen aan de voorwaarden, bepaald in artikel 16, 1° en 2°, van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, kunnen door de Koning in het beroepskader worden opgenomen :

1° indien zij na hun benoeming in de graad van hulponderluitenant gedurende ten minste één jaar hebben gediend;

2° indien zij geslaagd zijn voor een schriftelijk examen over de vakken van het vergelijkend examen voor toelating tot de afdeling alle wapens van de koninklijke militaire school, met dien verstande dat zij dat examen niet meer dan drie maal mogen afleggen;

3° indien zij geslaagd zijn voor het examen bedoeld in artikel 16, 2°, van de wet van 23 december 1955, met dien verstande dat zij dat examen niet meer dan tweemaal mogen afleggen;

4° indien zij door de Minister van Landsverdediging zijn aanvaard na door hun hiërarchische chefs gunstig te zijn voorgesteld.

.../...

Artikel 16. - (Artikel 19 van het ontwerp-koninklijk besluit.)

§ 1. Hulpofficieren worden in het beroepskader opgenomen met hun graad. Hun anciënniteit als beroepsonderluitenant gaat in drie jaar na de dag waarop zij als kandidaat-hulpofficier zijn aanvaard.

§ 2. Zij worden vervolgens gerangschikt na de beroepsofficieren met dezelfde graad en dezelfde anciënniteit.

§ 3. De hulpofficier die ingevolge zijn anciënniteit als beroepsonderluitenant voor de bevordering gerangschikt zou komen te staan onder officieren met een graad beneden de zijne, krijgt een voorlopige rangschikking na de officieren van zijn graad, totdat de officieren met meer anciënniteit in de graad van beroepsonderluitenant dan hij tot de bedoelde graad worden bevorderd; op dat ogenblik wordt hij na deze officieren gerangschikt.

Afdeling 2. - Overgang naar het aanvullingskader.

Artikel 17. - (Artikel 15, § 1, en artikel 21 van het ontwerp-koninklijk besluit.)

Hulpofficieren die voldoen aan de voorwaarden, bepaald in artikel 16bis van de wet van 23 december 1955, worden door de Koning in het aanvullingskader opgenomen indien zij sedert hun benoeming in de graad van hulponderluitenant ten minste één jaar hebben gediend.

.../...

Artikel 18. - (Artikel 22 van het ontwerp-koninklijk besluit.)

§ 1. Hulpofficieren worden in het aanvullingskader opgenomen met hun graad en met hun anciënniteit in die graad en in de graad van onderluitenant, verminderd met één jaar.

Zij worden vervolgens gerangschikt na de aanvullingsofficieren met dezelfde graad en dezelfde anciënniteit als zij.

§ 2. De hulpofficier die ingevolge zijn anciënniteit als onderluitenant van het aanvullingskader voor de bevordering gerangschikt zou komen te staan onder de officieren met een graad beneden de zijne, krijgt een voorlopige rangschikking na de officieren van zijn graad, totdat de officieren met meer anciënniteit in de graad van onderluitenant van het aanvullingskader dan hij tot de bedoelde graad worden bevorderd; op dat ogenblik wordt hij na deze officieren gerangschikt.

Afdeling 3. - Gemeenschappelijke bepalingen.

Artikel 19. - (Artikel 15, § 2, van het ontwerp-koninklijk besluit.)

Aanvragen van officieren van het hulpkader om over te gaan naar het kader van de beroepsofficieren of naar het kader van de aanvullingsofficieren worden doorgezonden via de hiërarchische chefs.

.../...

Deze brengen een advies uit over de beroepsbekwaamheid van die officieren, over hun wijze van dienen en over hun geschiktheid om dienst te doen in het kader van de beroepsofficieren of van de aanvullingsofficieren.

Op grond van die adviezen aanvaardt of verwerpt de Minister van Landsverdediging de kandidaturen.

De beslissing van de Minister wordt de belanghebbenden ter kennis gebracht.

Artikel 20. - (Artikel 16 van het ontwerp-koninklijk besluit.)

Een selectiecomité, waarvan de samenstelling wordt bepaald door de Minister van Landsverdediging, rangschikt de kandidaten ter uitvoering van de artikelen 16, 3°, en 16bis, 3°, van de wet van 23 december 1955. Het maakt een rangschikkingstabel op per taalstelsel.

Artikel 21. (De artikelen 17 en 20 van het ontwerp-koninklijk besluit.)

Voor het aanleggen van de in artikel 20 voorgeschreven rangschikking houdt het selectiecomité rekening :

1° met de dienstanciënniteit in het hulpkader;

.../...

2° met de beroepsbekwaamheid en de wijze van dienen;

3° naar gelang van het geval, met de uitslag behaald op het examen bedoeld in artikel 15, 2°, van dit besluit of op het examen bedoeld in artikel 16, 1°, van de wet van 23 december 1955.

Artikel 22. - (Artikel 10 van het ontwerp-ministerieel besluit.)

§ 1. De dienstanciënniteit wordt door het selectiecomité gewaardeerd op een maximum van 20 punten; aan iedere kandidaat worden twee punten toegekend voor ieder vol jaar dienst sedert zijn aanstelling in de graad van hulponderluitenant en twee punten voor het op het tijdstip van de rangschikking lopende jaar.

§ 2. De beroepsbekwaamheid en de wijze van dienen worden door het selectiecomité gewaardeerd op een maximum van 60 punten, verdeeld als volgt :

1° 20 punten voor de beroepsbekwaamheid als piloot of navigator;

2° 20 punten voor de beroepsbekwaamheid als officier;

3° 20 punten voor de wijze van dienen.

§ 3. De in artikel 21 bedoelde uitslag wordt berekend op 20 punten.

.../...

komen, zodanig gewijzigd dat zij gerangschikt worden na de officieren wier anciënniteit als hulponderluitenant gelijk of groter was en die naar het beroepskader zijn overgegaan op grond van de bepalingen van afdeling 4 van het koninklijk besluit van 23 mei 1956 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht.

Artikel 25.-

§ 1. Artikel 18, § 1, is alleen van toepassing op hulpofficieren die na 21 augustus 1976 in de graad van onderluitenant zijn benoemd.

De vóór 21 augustus 1976 in de graad van hulponderluitenant benoemde officieren krijgen in het aanvullingskader de anciënniteit die zij in het hulpkader hadden, verminderd met twee jaar.

§ 2. In afwijking van artikel 18, § 1, wordt de anciënniteit in de graad van aanvullingsonderluitenant voor de na 21 augustus 1976 tot hulponderluitenant benoemde officieren zodanig gewijzigd dat zij niet tot een hogere graad kunnen worden benoemd vóór de officieren die meer anciënniteit in de graad van onderluitenant hebben dan zij.

Artikel 26. -

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 2 januari 1956 betreffende de aanwerving van de kandidaat-hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, gewijzigd bij de

.../...

koninklijke besluiten van 15 juli 1958, 16 maart 1960 en 11 februari 1971 en 8 november 1977;

2° het koninklijk besluit van 23 mei 1956 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 juli 1958, 5 oktober 1959, 16 juni 1970 en 11 februari 1971;

3° artikel 8 van het koninklijk besluit van 13 januari 1977 houdende diverse bepalingen van de toepassing van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht.

Artikel 27. -

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1978.

Artikel 28. -

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : F. REMION, président,
de Heren : voorzitter,

P. TAPIE, président de chambre,
kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat,
staatsraad,

F. RIGAUX, assesseurs de la
section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. Cl. GEUS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.Cl. GEUS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

F. REMION.